



200 FCFA

www.adiac-congo.com

N°5160 - MERCREDI 4 FÉVRIER 2026

CONGO-SÉNÉGAL

Brazzaville et Dakar renforcent leur coopération dans les domaines du pétrole et du gaz

Au terme de son séjour de 48 heures à Brazzaville, le président sénégalais, Bassirou Diomaye Faye, et son homologue congolais, Denis Sassou N'Gesso, ont exprimé, au cours d'une conférence de presse conjointe, la nécessité d'approfondir leur coopération dans les domaines pétrolier et gazier. « Le Sénégal a découvert récemment du pétrole et du gaz dont l'exploitation a commencé l'année dernière, ce que le Congo fait depuis des décennies. Nous avons donc là une coopération à exploiter pour apprendre de la longue expérience congolaise dans la gestion du pétrole et du gaz (...) », a indiqué le chef de l'Etat sénégalais.

Page 16



Denis Sassou N'Gesso et Bassirou Diomaye Faye lors de la conférence de presse

SCRUTIN DU 15 MARS

Denis Sassou N'Gesso portera les couleurs de la Majorité présidentielle



Les responsables des dix-huit partis signataires de la déclaration l'élection présidentielle, le 15 mars prochain.

Dix-huit partis politiques réunis au sein de la Majorité présidentielle (MP) ont signé, le 2 février à Brazzaville, une déclaration conjointe de soutien à la candidature de Denis Sassou N'Gesso, à

« Nous, partis politiques membres de la majorité présidentielle, signataires réaffirmons la volonté et la nécessité de l'unité des forces qui soutiennent l'action du président Denis Sassou N'Gesso », rapporte en substance la déclaration lue par le secrétaire général du Parti congolais du travail, Pierre Moussa.

Page 3

Editorial Tenir ?

Page 2

FOIRE AGRICOLE DU CONGO

Promesse tenue

La première édition de la Grande Foire Agricole du Congo (GFAC) se tiendra du 05 au 15 février. Réunissant, dans une saine émulation les producteurs agricoles de tous les départements dans une grande surface d'exposition, la GFAC vise à promouvoir l'autosuffisance alimentaire en vue de réduire ses importations en la matière.



Un champ de manioc dans une ZAP
En séjour de travail, en mars dernier, dans la Bouenza, le chef de l'Etat avait annoncé l'organisation d'une grande foire agricole pour encourager les acteurs du secteur.

Page 16

MINERAIS CRITIQUES

Washington accueille un sommet international

L'administration américaine organise, ce mercredi 4 février à Washington, un sommet international consacré aux minéraux critiques, avec la participation annoncée de plusieurs pays

africains, dont la RDC, le Kenya et la Guinée. Une rencontre stratégique destinée à sécuriser les chaînes d'approvisionnement américaines.

Page 8

ÉDITORIAL

Tenir?

C'est ce que nous continuons de faire au quotidien : poursuivre la collecte, le traitement et la diffusion de l'information, cette denrée indispensable à l'équilibre de la société ; occuper la place qui nous revient dans un univers médiatique national de plus en plus fragmenté et riche en livraisons, où l'identité de chacun des acteurs est une marque déposée. Tous concourent à l'expression plurielle des opinions dont se nourrit la démocratie.

Trente ans bientôt que cet engagement n'a pas faibli. De temps en temps, souvent même, surviennent des pressions qui tentent de prendre le pas sur la bonne disposition d'esprit, levier indispensable à la concentration qui permet de donner le meilleur de soi. Ces pressions sont d'ordre technique, matériel, et cela va sans dire, financier. Quand elles remontent en surface comme c'est le cas en ce moment, elles assombrissent les perspectives et alourdissent les rendez-vous.

Un média quel qu'il soit vit de rendez-vous ; un quotidien encore plus car à l'égard de la société qu'il est appelé à servir, des partenaires qui lui prêtent attention, des institutions dont il est un interlocuteur de poids, sa présence doit être constante. Les batailles d'hier, à l'origine de la création de l'Agence d'information d'Afrique centrale (de l'Adiac – Les Dépêches de Brazzaville), celles d'aujourd'hui, desquelles elle tire ses forces, celles du futur qui sont autant de défis pressants s'accompagnent mal des ruptures prolongées.

Au message de tenir qui nous est répété avec foi, notre résilience devient le grand atout de notre espérance. Dès lors qu'il est question de ne pas voir dans ce vide qui se crée autre chose que la conjonction de circonstances difficiles mais passagères, gageons que notre cri du cœur produira son effet. Il nous sera alors possible de nous relancer à nouveau avec le même enthousiasme, le cœur à l'ouvrage, la tête froide, et la grande opinion des consommateurs comme le repère de notre professionnalisme. Tenir, bien sûr, autant que possible, mais se serrer les coudes...

Les Dépêches de Brazzaville

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAc)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice
Elion, Rominique Nerplat Makaya

Grand reporter : Nestor N'Gampoula

Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Roger Ngombé

Service Économie : Firmin Oyé (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Fiacre Kombo, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÈCHES DU BASSIN DU CONGO :
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Durly Emilia Gankama (cheffe de service)

PRÉSIDENTIELLE DE MARS 2026

Le MCDDI entérine la candidature de Denis Sassou N'Guesco

Le Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral (MCDDI), dans une déclaration rendue publique le 31 janvier à Brazzaville, à l'issue de la réunion de son bureau exécutif national, a porté son choix sur la candidature de Denis Sassou N'Guesco à l'élection présidentielle du 15 mars prochain.

Parti de la Majorité présidentielle, le MCDDI, à travers son choix, a ainsi réaffirmé ses engagements pris aux côtés des autres formations politiques de cette plateforme. « Le président du MCDDI, le frère Euloge Landry Kolelas n'étant pas candidat à l'élection présidentielle de mars 2026, conformément aux statuts du MCDDI, article 104 ; vu les différentes déclarations des départements sur l'appel à candidature du président Denis Sassou N'Guesco ; en conséquence, le bureau exécutif national a entériné le



Désiré Sosthène Matoko rendant publique la déclaration/Adiac

choix de la base et a désigné ipso facto le président Denis Sassou N'Guesco candidat officiel du MCDDI à l'élection présidentielle de mars 2026, et en a pris acte », a annoncé le secrétaire national au développement intégral, Désiré Sosthène Matoko, dans la déclaration.

Aux fins d'une mobilisation générale pour le soutien du candidat du parti, le Bureau exécutif national du MCDDI a décidé de convoquer une session extraordinaire du Comité national.

Parfait Wilfried Douniama

VIE DES PARTIS

L'URDC restructure ses instances

Afin d'insuffler à Pointe-Noire un nouveau dynamisme aux instances de l'Union pour la reconstruction et le développement du Congo (URDC), formation politique créée et dirigée par Luc Adamo Mateta, les bureaux des instances de base dudit parti ont été présentés et intronisés au cours de la réunion placée sous la houlette d'Aloïse Moubé, délégué spécial du président fondateur, secrétaire national chargé de l'information et de la formation, porte-parole de l'URDC.

Le bureau confédéral de Pointe-Noire composé de sept membres a été présenté au public. Il est dirigé par Lazare Matelama, le président confédéral. Pierre Mayima, Rosine Makosso, Fleur Marthe Ondo Alali, Jode Mouanda-Mouanda, Norden Ngoulou Mabala, Toussaint Nkaya sont les autres membres du bureau. Les trois membres constituant la commission de contrôle et de vérification du parti ont été également intronisés.



La tribune lors de la réunion de l'URDC/Adiac der Laucher Loemba Siefo ont été également présents.

L'URDC est un parti d'obéissance chrétienne. Ses valeurs se fondent sur les saintes écritures. Appartenant à la plateforme du Gouvernement des partis du centre, l'URDC annonce la fin du pouvoir humain pour laisser place au pouvoir divin sur terre. Il prône une politique plus humaine et plus noble dont la justice, l'équité, l'amour sont les piliers.

Hervé Brice Mampouya

Le bureau de l'Organisation des femmes de l'URDC avec à sa tête Glade Emmerance Lemenagoyi et celui de la jeunesse dirigé par Hel-

Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Kiobi Abira
Assistant à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga

Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo

Chef de service diffusion : Guylin Ngossima Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulan, Bob Sorel Moumbélé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur : Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate Mbenguet Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesco, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesco, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse

Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. : +242 05 200 6565,

eMail : contact@inc-sa.com, site Internet www.inc-sa.com

PRÉSIDENTIELLE DE MARS 2026

Le chef de l'Etat candidat unique de la majorité présidentielle

Dix-huit partis de la majorité présidentielle ont signé, le 2 février au siège national du Parti congolais du travail (PCT), à Brazzaville, une déclaration visant à soutenir la candidature du président sortant, Denis Sassou N'Guesso, à l'élection présidentielle des 12 et 15 mars prochain.

A travers leur déclaration, les partis dont le PCT, le Rassemblement citoyen, le Rassemblement pour la démocratie et le progrès social, le Mouvement action et renouveau, le Club 2002, Parti pour l'Unité et la République et le Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral ont réaffirmé la volonté et la nécessité de l'unité des forces qui soutiennent l'action du président Denis Sassou N'Guesso.

« Nous, les partis politiques membres de la majorité présidentielle, signataires de la présente : œuvrant pour relever les défis multiformes auxquels sont confrontés notre pays et notre peuple ; réaffirmant la volonté et la nécessité de l'unité des forces qui soutiennent l'action du président Denis Sassou N'Guesso ; guidés par la volonté commune de soutenir le président de la République dans la mise en œuvre de son projet de société ; conscients des enjeux électoraux de 2026 et au-delà », ont mentionné les signataires.

En effet, les signataires de cette déclaration ont convenu de la création d'un groupement politique dénommé Majorité présidentielle (MP). La Majorité présidentielle est, a précisé le document, une alliance politique ayant pour base la confiance mutuelle et la sincérité entre ses membres. Ainsi,



cette coalition poursuit plusieurs objectifs parmi lesquels la création des conditions de la réélection du président Denis Sassou N'Guesso dès le premier tour; la définition et la mise en œuvre d'une stratégie électorale commune. Il s'agit également de créer une synergie en vue des campagnes électorales apaisées ; soutenir le président Denis Sassou N'Guesso dans la réalisation de son programme de gouvernement ; mettre en place des mécanismes de concertation permanente.

« Chaque signataire de la pré-

sente Déclaration garde son autonomie organisationnelle et fonctionnelle et s'engage à respecter l'esprit et la lettre de la présente Déclaration. Les partis politiques signataires s'engagent à soutenir la candidature unique du président Denis Sassou N'Guesso à la présidentielle de mars 2026 ; œuvrer pour l'obtention d'une majorité confortable aux élections locales, législatives et sénatoriales à venir », a poursuivi la déclaration, précisant que la MP est ouverte à toutes les forces politiques favorables au président Denis Sassou N'Guesso.

Le président par intérim de la MP, Pierre Moussa, a rappelé que cette déclaration est claire et sans équivoque. Elle est, a-t-il expliqué, un acte de cohésion qui traduit non seulement la maturité politique de cette coalition, mais aussi la détermination de chacun de ses membres à œuvrer pour la stabilité, la continuité et le progrès de la nation. « Elle exprime notre volonté commune de soutenir son excellence M. Denis Sassou N'Guesso dans son action en

saveur de notre pays et comme candidat unique de la majorité présidentielle à l'élection présidentielle de mars 2026 », a rappelé le secrétaire général du PCT, promettant de transmettre cette déclaration à qui de droit.

Prenant acte de ce document, le président par intérim de la MP a salué l'engagement de tous les partis qui, par ce geste, renforcent la confiance du peuple à leur projet commun : celui de relever les défis auxquels sont confrontés les Congolais.

Au nombre des partis signataires, il y a également la Dynamique républicaine pour le développement, le Mouvement pour la démocratie et la paix, l'Union patriotique pour la démocratie et le progrès, Action permanente pour le Congo, le Parti pour l'unité, la liberté et le progrès, l'Union pour la République, le Parti des démocrates congolais, le Mouvement Congo uni, le Mouvement pour la solidarité et la démocratie, le Parti républicain pour le développement du Congo, le Mouvement social pour la démocratie et la paix, la Dynamique pour le développement démocratique et le progrès social.

Pierre Moussa leur a donné rendez-vous sur le terrain de l'action pour traduire concrètement l'engagement pris.

Parfait Wilfried Douniama

DISPARITION

Martine Ikaka s'en est allée

Membre du comité d'honneur du Parti congolais du travail (PCT) issu du 6^e congrès ordinaire, Martine Ikaka Mpela, décédée le 12 janvier à Brazzaville à l'âge de 83 ans, a été portée en terre le 30 janvier au cimetière du centre-ville. Fidèle à sa tradition, le PCT lui a rendu un dernier hommage à son siège fédéral, en présence de son secrétaire général, Pierre Moussa.

Née le 8 mars 1943 à Brazzaville, Martine Ikaka Mpela a fréquenté, de 1951 à 1960, l'Ecole ménagère des filles de Poto-Poto, l'Ecole des filles de Libreville au Gabon avant de revenir à l'Ecole des filles de Poto-Poto où elle a obtenu son Certificat d'études primaires élémentaires. En 1960, elle est admise au concours d'entrée au Collège normal des jeunes filles de Mouyondzi, où elle a été formée au noble métier d'enseignant.

Membre du bureau politique du PCT, Antoinette Kebi, dans son oraison funèbre, a rappelé que Martine Ikaka Mpela était l'une des figures emblématiques du mouvement féministe congolais. « L'histoire retiendra des témoignages que l'illustre disparue a été une enseignante formée à la bonne école et une femme politique courageuse et très engagée. Enseignante, Martine Ikaka Mpela avait développé en elle des valeurs positives et constructives de discipline, du sens du devoir,



de responsabilité et d'amour du travail bien fait. Cela lui a permis d'avancer avec courage dans sa carrière et dans son engagement politique », a-t-elle souligné.

de la Likouala. Admise au PCT, Martine Ikaka Mpela a également milité à l'Union révolutionnaire des femmes du Congo (URFC) en qualité de membre du Conseil central. En effet, elle est entrée au bureau permanent de l'URFC en 1979 en qualité de secrétaire chargée de la culture, des arts, des sports et loisirs, fonction qu'elle exerce jusqu'en 1982. En 1986, elle est élue secrétaire chargée des femmes paysannes.

« Au-delà de toute considération et au regard des fonctions politiques qu'elle a occupées, Martine Ikaka Mpela figure au nombre des grandes militantes qui ont eu pour cheval de bataille l'émancipation des femmes du Congo. Avec elle, plusieurs autres femmes congolaises ont engagé la lutte pour donner au mouvement féministe congolais ses lettres de noblesse », a rappelé Antoinette Kebi.

Ancienne secrétaire aux affaires économiques et sociales de la mairie de Moungali et conseillère municipale de la ville de

Brazzaville (1988), Martine Ikaka Mpela est élue membre du Conseil central, vice-présidente de la commission de contrôle et d'évaluation de l'Organisation des femmes du Congo à l'issue du congrès constitutif de 2013. Faisant partie de l'élite politique féminine, elle entre au bureau politique du PCT à l'issue du 5^e congrès ordinaire.

Mère de sept enfants, l'illustre disparue avait été élevée au grade d'Officier dans l'ordre du mérite congolais, à titre normal, en 1984.

« La vie de cette icône féministe congolaise, de l'enseignante et de la femme politique est bien accomplie. Sa disparition est une perte inestimable pour sa famille biologique éploreade, pour le PCT qui voit s'en aller une camarade très engagée qui aura marqué son temps dans la défense des idéaux du parti et pour le Congo qu'elle a servi avec abnégation et loyauté », a conclu Antoinette Kebi.

P.W.D.

PRÉSIDENTIELLE DE MARS 2026

Le Club 2002-PUR mobilise pour Denis Sassou N'Guesso

À moins de deux mois de l'élection présidentielle du 15 mars, le Club 2002 -Parti pour l'unité et la République (PUR) a profité de la célébration de son 24^e anniversaire, le 31 janvier à Brazzaville, pour réaffirmer son soutien à la candidature du président Denis Sassou N'Guesso.

Le meeting du Club 2002-PUR au Palais des congrès de Brazzaville avait des allures de démonstration de force politique et organisationnelle. Chants, animations et ferveur partisane ont précédé l'entrée solennelle de l'étendard du parti, donnant le ton d'un rassemblement clairement inscrit dans la perspective de l'élection présidentielle de mars prochain. Le secrétaire général du Club 2002-PUR, Juste Désiré Mondélé, a ouvert la rencontre par un discours, suivi de la lecture des motions de soutien à la candidature du président Denis Sassou N'Guesso et des messages d'encouragement adressés au président du parti, le révérend pasteur et sénateur Wilfrid Nguesso.

Revenant sur la genèse du Club 2002-PUR, Juste Désiré Mondélé a rappelé un contexte de naissance marqué par les lendemains difficiles des tragédies politiques qu'a connues le Congo. « *Le club est né dans une ambition de rassemblement, de paix et de réconciliation* », a-t-il souligné.

Vingt-quatre ans plus tard, le parti se targue d'un parcours politique continu : participation à toutes les échéances électorales, im-

plication dans des initiatives de paix, formation de cadres devenus élus locaux, parlementaires ou membres de l'exécutif. Un cheminement que la direction du parti revendique comme fidèle à ses principes fondateurs, inspirés de la démocratie chrétienne et d'un ancrage fort à la base. « *Le Club 2002 s'est engagé dès 2002 à accompagner l'action politique d'un homme d'exception, le président Denis Sassou N'Guesso. Aujourd'hui encore, nous sommes derrière le président de la République* », a martelé le secrétaire général, inscrivant clairement le parti dans la majorité présidentielle et dans une logique de continuité politique.

Après Pointe-Noire, le parti a renouvelé ses instances intermédiaires de Brazzaville, arrondissement par arrondissement et quartier par quartier. Une structuration méthodique que le Club 2002-PUR considère comme la clé de son efficacité électorale. Les quelque 3 000 participants au meeting n'étaient pas des invités, mais, selon les responsables, des animateurs et cadres du parti, déjà engagés sur le terrain.



Les militants du Club 2002-PUR répondant à l'appel/DR

Le porte-parole du parti, Louis Gabriel Missatou, député de la première circonscription de Lumbumba à Pointe-Noire, a détaillé la stratégie électorale. Pour le Club 2002-PUR, le bilan du président Denis Sassou N'Guesso justifie pleinement le renouvellement de l'appel à sa candidature, déjà formulé le 12 juillet dernier à Pointe-Noire. Il est présenté comme un « acteur de paix » et un « garant de la stabilité » du pays.

La campagne à venir sera, selon lui, ciblée et méthodique. Trois critères guideront la mobilisation

: être inscrit sur les listes électorales, disposer d'une pièce d'identité ou d'une carte d'électeur, et surtout se rendre aux urnes le jour du scrutin. « *Nous n'allons pas solliciter le tout-venant* », a-t-il précisé.

Fiacre Kombo

La Lékoumou a choisi son candidat

Le périple ayant amené la ministre des Affaires sociales, de la Solidarité et de l'Action humanitaire, Irène Marie-Cécile Mboukou-Kimbatsa, à prêcher la paix du 26 janvier au 3 février dans tous les districts de la Lékoumou, a également été une occasion pour les forces vives de ce département de s'exprimer. Au-delà du fait qu'elles ont promis de préserver la paix et le vivre-ensemble, elles ont appelé le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, à faire acte de candidature à l'élection de mars prochain.

Les forces vives de la Lékoumou misent sur Denis Sassou N'Guesso à la présidentielle. « *Nous sommes impatients de voir le président Denis Sassou N'Guesso annoncer sa candidature* », ont-elles fait savoir durant la tournée de la ministre des Affaires sociales, de la Solidarité et de l'Action humanitaire, Irène Marie-Cécile Mboukou-Kimbatsa, dans tous les districts du département.

Dans le district de Mayéyé, les autochtones ne sont pas restés en marge de cet appel. Ils l'ont formulé à l'issue du culte œcuménique, le dimanche 1^{er} février, rassemblant à la « Place rouge » catholiques, protestants, Zéphirins et bien d'autres obédiences religieuses. Une manière pour l'Église de rendre témoignage du vivre-ensemble dans le pays.

Par la même occasion, la ministre Irène Marie-Cécile Mboukou-Kimbatsa a sensibilisé aux valeurs de paix, à la préservation des acquis du développe-



Accueil de la ministre par les sages de Zanaga/DR

ment socio-économique, aux lois « Mouebara » et « Potignon ». Elle est revenue, par ailleurs, sur les dates relatives à la présidentielle pour laquelle la population souhaite la candidature du président de la République.

Il convient de rappeler que dans le département de la Lékoumou, les appels à la candidature du président Denis Sassou N'Guesso ne datent pas d'aujourd'hui. En novembre 2025 à Sibiti, les sages et les notabi-

lités traditionnelles l'ont fait en remettant au chef de l'État les symboles ancestraux avec la promesse de le soutenir aussi longtemps que les ancêtres lui donneront la force de commander.

Bien avant, notamment en mars dernier lors de la célébration en différé de la Journée internationale de la femme à Mayéyé, la gent féminine du département, réunie autour de la ministre Irène Marie-Cécile Mboukou-Kimbatsa, avait appelé le président de la République à faire acte de candidature à l'issue d'une marche organisée pour la circonstance. C'est donc cette voie tracée par les sages et nobaillités que la population a résolu de suivre.

Aujourd'hui, les forces vives de la Lékoumou ainsi que l'ensemble des groupements et partis politiques qui ont appelé le président Denis Sassou N'Guesso à se porter candidat vont devoir retenir leur souffle jusqu'à ce que le chef de l'État réponde à leur appel.

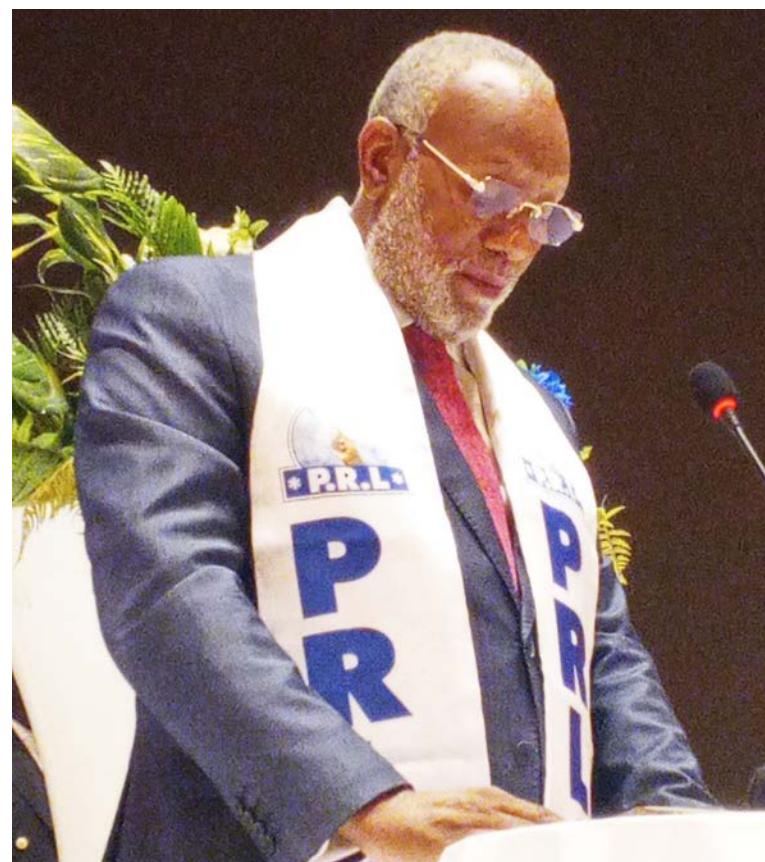
Rominique Makaya

PRÉSIDENTIELLE DE MARS 2026

Le PRL soutient la candidature du chef de l'Etat

Le Parti républicain et libéral (PRL) a clôturé, le 31 janvier à Brazzaville, sa troisième convention nationale sur fond de résolutions. A propos de l'élection présidentielle des 12 et 15 mars prochain, cette formation politique a adopté une résolution spéciale portant appel et soutien à la candidature du présent sortant, Denis Sassou N'Gueso.

Le choix de son candidat à l'élection présidentielle des 12 et 15 mars prochain figurerait parmi les points phares des assises nationales du PRL. Après examen minutieux du sujet, ce parti, membre de l'opposition, a porté son dévolu sur le président sortant, Denis Sassou N'Gueso, et décidé de soutenir, sans atermoiement, sa candidature. « Tenant compte des motions des douze sur treize départements, nous, participants à la troisième convention nationale du PRL, tenant compte de : la configuration politique actuelle du pays, des mutations mondiales, des transitions africaines et congolaises, nous estimons que notre devoir patriotique est de promouvoir et de soutenir la candidature



Antoine Thomas Nicéphore Fylla Saint-Eudes

du président sortant, son excellence M. Denis Sassou N'Gueso », relève le PRL dans sa déclaration officielle. Dans son allocution de clôture, le président national du PRL a présenté aux militants de son parti les principales raisons qui l'ont poussé à soutenir la candidature du président sortant. Choix qu'il estime légitime et responsable, en tenant compte des réalités du moment. « Pourquoi le choix sur Denis Sassou N'Gueso, laissez moi vous le dire sans détour parce que notre candidat incarne l'unité nationale, est le garant de la stabilité dans un monde en furie, est nanti de l'expérience des grandes transitions. Il connaît les arcanes de la diplomatie mondiale et peut conduire

le Congo jusqu'en 2030 avec sagesse, sécurité et détermination », a souligné Antoine Thomas Nicéphore Fylla Saint-Eudes.

Au cours de ces assises, les participants ont procédé au renouvellement des instances dirigeantes du parti. En premier, ils ont réélu Antoine Thomas Nicéphore Fylla Saint-Eudes au poste de président national du PRL, ainsi qu'un secrétariat exécutif national de dix-huit membres, dirigé par le président national. La convention a aussi mis en place une coordination nationale de plus de 150 membres ; un comité de sages et un comité paritaire de résolution des litiges. Créé en 1990, le PRL a commémoré, par la même occasion, ses 36 ans d'existence.

Firmin Oyé

OFC

La fédération de Brazzaville restitue les conclusions du 6^e congrès ordinaire du PCT

La présidente fédérale de l'Organisation des femmes du Congo (OFC) de Brazzaville, Charlotte Opimbat, a restitué, le 1er février au Palais des congrès, les conclusions du 6^e congrès ordinaire du Parti congolais du travail (PCT), tenu du 27 décembre 2025 au 1^{er} janvier dernier.

De la restitution faite par le nouveau membre du bureau politique du PCT, Charlotte Opimbat, il ressort que plusieurs femmes ont été élevées à des degrés divers. Il s'agit notamment du Comité central, du secrétariat permanent, du Bureau politique, des commissions permanentes ainsi que de la Commission nationale de contrôle et d'évaluation.

Au sujet des décisions, le congrès a adopté, entre autres, les différents documents fondamentaux issus des assises fédérales. Il a également élevé le président Denis Sassou N'Gueso à la dignité de « Très grand camarade » et le secrétaire général du PCT, Pierre Moussa, au rang de « Grand camarade ». Les congressistes ont réélu, en effet, le chef de l'Etat Denis Sassou N'Gueso comme président du parti et président du Comité central. Ils ont, par ailleurs, renouvelé leur confiance à Pierre Moussa en qualité de secrétaire général du parti.

S'agissant de l'élection présidentielle du 15 mars, après des appels à candidature lancés par les seize fédérations du parti, le congrès a investi, a rappelé Charlotte Opimbat, le président Denis Sassou N'Gueso comme candidat naturel. « La fédération OFC de Brazzaville se réjouit de l'élection de plusieurs camarades à divers niveaux au cours du congrès. Cette marque de confiance du

parti est la résultante de l'impulsion conduite par la camarade membre du Bureau politique, présidente nationale de l'OFC, Inès Nefer Bertille Mvoumbo Yalo Ingani. Nous en sommes très fiers. Aussi, nous profitons de cette tribune pour lui rendre un hommage mérité », a déclaré la présidente du secrétariat exécutif fédéral de l'OFC-Brazzaville.

Une cotisation spéciale pour soutenir la candidature de Denis Sassou N'Gueso

Selon elle, ces résultats rappellent la nécessité d'accélérer le travail tout en maintenant le cap. C'est ainsi que Charlotte Opimbat a interpellé les femmes du PCT pour qu'elles fassent encore plus lors des prochaines batailles qui pointent à l'horizon. « Car nous devons travailler, ensemble, dans la discipline, la cohésion et l'unité, pour plus de résultats significatifs. Maintenant que nous avons investi notre candidat à la présidentielle, que le calendrier est connu, à savoir la campagne électorale débute le 28 février et le vote général a lieu le 15 mars 2026, nous devons nous mettre en ordre de bataille, dans les comités, sections, cellules de notre fédération pendant la campagne électorale et pendant toutes les opérations électorales afin de faire élire notre champion dès



Charlotte Opimbat entourée de Mireille Opa et Chantal Nkodia/Adiac

le premier tour », a-t-elle rappelé. En attendant les directives de la direction politique nationale du parti pour commencer le travail, Charlotte Opimbat a appelé à une forte mobilisation des femmes, à la disponibilité, à la vigilance dans les quartiers pour lutter contre toutes les manœuvres de désinformation, de manipulation et d'intoxication. « Car nous voulons d'une élection qui se déroule dans la paix et la cohésion nationale. Préparons nos troupes à rester en éveil durant toute cette période intense qui s'annonce, pour une élection apaisée », a-t-elle conclu.

La secrétaire nationale à l'organisation et à la mobilisation de l'OFC, Chantal Nkodia, quant à elle, a informé les fédérations de l'OFC de tous les départements du pays de l'institution d'une cotisation spéciale pour le soutien à la candidature du président Denis Sassou N'Gueso. Cette cotisation qui a commencé le 1er février devra s'achever le 10 du même mois. « Le président de notre parti est le candidat des femmes. Il a porté leur promotion et renforcé leur place dans la gouvernance nationale. Le soutenir aujourd'hui, c'est défendre nos

acquis et affirmer notre engagement politique. Notre contribution est un acte militant fort, un geste de loyauté politique et un témoignage concret de l'engagement indéfectible des femmes à la vision du président de la République à l'organisation de notre pays », a-t-elle déclaré. Notons que cette rencontre a été marquée par la projection des extraits des discours du président du Comité central du PCT, de la présidente nationale de l'OFC aux congressistes, ainsi que celui de la clôture du secrétaire général.

Parfait Wilfried Douniama

PRÉSIDENTIELLE DE MARS 2026

Franck Ngoma appelle à la candidature du président de la République

L'ancien secrétaire du parti d'opposition Les Souverainistes, Franck Ngoma, qui a annoncé la création de sa propre formation politique le Rassemblement africain (RA), a appelé le 31 janvier, le président de la République, Denis Sassou N'Gesso, à faire acte de candidature à l'élection présidentielle des 12 et 15 mars prochains.

Auteur d'une lettre ouverte adressée au président de la République, le 8 mai 2025, sur la création d'un Pacte national de développement, Franck Ngoma, a animé sa conférence de presse sur le thème « Nécessité d'un pacte pour le futur du Congo : « Bâtir l'avenir ensemble ». Après avoir retracé l'histoire du pays, il a souligné la convergence de vues entre l'idée proposée dans sa lettre ouverte et les orientations du président de la République, contenues dans son livre "En toute transparence : 2021-2026, le bilan du quinquennat", évoquant la nécessité de poursuivre la marche, moyennant un Pacte pour le futur du Congo. « *Cette convergence de vues que nous observons aujourd'hui ne relève ni du hasard, ni de l'alignement circonstanciel. Elle relève de quelque chose de plus profond : l'expression d'une conscience nationale qui se pense elle-même dans le temps long. Une nation n'existe véritablement que lorsqu'elle interroge avec lucidité son histoire pour la comprendre et ne plus la subir* », a justifié l'ancien collaborateur de Dave Mafoula.

Réaffirmant sa pleine disponibilité à contribuer à cette œuvre historique, avec responsabilité, loyauté républicaine et sens du



Franck Ngoma

service national, Franck Ngoma se dit avoir pris la mesure de l'urgence du temps. « *En conséquence de tout ce qui précède, et en pleine conscience du moment historique que traverse notre pays, nous faisons aujourd'hui un choix politique clair, public et assumé : celui*

d'apporter notre soutien au président de la République, Denis Sassou N'Gesso, afin qu'il poursuive l'œuvre engagée et qu'il conduise le pays dans cette décisive de la construction de son avenir. Dans cette perspective, nous réaffirmons notre disponibilité totale à contribuer à la mise en œuvre du Pacte pour le futur du Congo », a-t-il poursuivi. Au nom de l'avenir du Congo et de la nécessité d'inscrire l'action publique dans le temps long, Franck Ngoma a appelé solennellement le président de la République à faire acte de candidature à la prochaine élec-

buer à la mise en œuvre du Pacte pour le futur du Congo », a-t-il poursuivi. Au nom de l'avenir du Congo et de la nécessité d'inscrire l'action publique dans le temps long, Franck Ngoma a appelé solennellement le président de la République à faire acte de candidature à la prochaine élec-

tion présidentielle pour conduire la nation congolaise vers la mise en œuvre effective du pacte pour le futur du Congo et d'assurer, dans la continuité, la transition génératonnaelle.

Il a, par ailleurs, annoncé la création de son parti politique, le RA. D'après lui, la création du RA s'inscrit dans la logique de responsabilité et de vision. Loin d'être une démarche opportuniste, elle est, a-t-il expliqué, le prolongement logique d'une longue réflexion sur la nécessité de structurer politiquement et idéologiquement un projet à long terme pour le Congo et pour l'Afrique. « *Il se veut un instrument politique au service de la construction d'un Congo résolument moderne, un, solidaire et panafricain. Le Rassemblement africain entend promouvoir une politique qui combine équité sociale et performance économique, qui intègre la jeunesse et les femmes comme moteurs du changement... Mais, pour l'heure, nos énergies seront entièrement concentrées sur le soutien à la réélection du président de la République, si d'aventure il fait acte de candidature, tel que nous le lui appelons de tous nos vœux* », a conclu Franck Ngoma.

Parfait Wilfried Douniama

CONSOLIDATION DE LA PAIX

La mairie de Kintélé initie des journées de prière en faveur de la nation

La députée-maire de la commune de Kintélé, Stella Mensah Sassou Nguesso, s'est entretenue le week-end dernier avec les responsables des églises évoluant dans sa circonscription administrative sur la nécessité d'organiser une journée nationale de prière en faveur de la nation, pour implorer la grâce de Dieu afin qu'il continue de consolider la paix au Congo en cette période électorale.

Des hommes de Dieu venus de l'Eglise catholique, de l'Armée du salut et des églises de réveil ont pris part à la rencontre spéciale avec la députée-maire. Ils ont débattu des stratégies à mettre en place en cette période électorale pour promouvoir la paix dans le pays.

Lors des échanges qui se sont déroulés dans un climat de convivialité, le principe a été acquis à l'unanimité mais sans déterminer la date où sera organisée la séance de prière.

« *Nous venons d'échanger avec les confessions religieuses reconnues par l'Etat sur les questions de paix. J'y sors très heureuse parce que nous nous sommes accordés avec les hommes de Dieu sur l'organisation d'une journée de prière en*

faveur de la nation. Cette initiative est prise pour appliquer les instructions du chef de l'Etat qui invitait, le 7 janvier dernier lors des échanges de voeux, les confessions religieuses à prier pour la paix », a précisé la députée-maire de Kintélé.

Fervents promoteurs des valeurs de paix, d'unité, d'amour et du vivre ensemble, les responsables des confessions religieuses ont salué le projet et se sont engagés à le matérialiser, en vue de garantir et pérenniser le climat de paix et de quiétude générale dans le pays. « *C'est une mission que Dieu a confiée à la députée-maire de Kintélé, pour entretenir les représentants des confessions religieuses afin de répondre*



à un sacerdoce qui, en fait, vient du chef de l'Etat. Lui qui a toujours fait de la paix son créneau. Nous compsons donc organiser une grande journée nationale de prière pour la nation. A cet effet, nous avons proposé à madame le maire qu'une

chambre haute soit mise en place, chargée d'entretenir la flamme de la prière avant, pendant et après l'élection présidentielle de mars prochain », a souligné le prophète Nguéwouya. En mettant en place cette initiative, l'objectif de la dé-

Firmin Oyé

HÔPITAL DE RÉFÉRENCE DE TALANGAÏ

Revue des activités réalisées en 2025

Sous le patronage de Tuburce Ingombo, secrétaire général de la mairie du 6e arrondissement, représentant l'administrateur maire président du comité de gestion, l'hôpital de référence de Talangaï a tenu, le 30 janvier, en présence de son directeur général, sa revue annuelle qui a examiné les activités réalisées par les services administratif, clinique et médicotechnique en 2025.

Dans son allocution, le secrétaire général a loué l'importance de cette revue qui constitue un atout majeur de gouvernance. « *Elle s'inscrit pleinement dans le cadre du décret n°2020-552 du 15 octobre 2020 portant attributions, organisation et fonctionnement des organes de gestion de l'hôpital de référence de Talangaï* », a-t-il déclaré. Il a ensuite indiqué que ce texte fondateur oblige à une gestion responsable, transparente et orientée vers les résultats au service de l'amélioration continue de la qualité des soins. « *La revue de 2025 nous permettra d'évaluer objectivement nos performances, d'identifier nos forces et nos insuffisances et, surtout, de définir les actions prioritaires et réalistes pour l'année 2026 dans un esprit de participation et de responsabilité partagée...* », a-t-il affirmé.



Au terme de cette session, le directeur général de l'hôpital de référence de Talangaï, Firmin Eyikili, a déclaré : « *En effet, chaque début d'année, nous nous retrouvons dans ce cadre qui est la mairie de Talangaï pour passer en revue les différentes activités réalisées au cours de l'année précédente. Il s'agit pour nous de faire un bilan et de projeter les activités à mener au cours de l'année qui vient de com-*

mencer. Aujourd'hui, le bilan, je peux dire qu'il est mitigé », a-t-il précisé, insistant également sur le fait que le système de santé est en proie à beaucoup de grèves, notamment au niveau des hôpitaux généraux, et cela a fait exploser l'activité à l'hôpital de Talangaï. Ainsi, cet hôpital a terminé l'année avec un taux d'occupation de lits de plus de 120%. Quelques motifs de satisfaction illustrent des avancées : la du-

Photo de famille à l'issue de la session Adiac rée moyenne de séjour est de trois jours, le taux de guérison de 80%. « *Ces indicateurs nous donnent quand même satisfaction, en dépit des multiples difficultés que l'hôpital connaît* », a souligné Firmin Eyikili.

Les perspectives

Pour 2026, il est envisagé un renforcement du plateau technique qui est complètement dépassé, un regard sur les explorations fonctionnelles avec

l'imagerie qui est en arrêt. « *Vous êtes sans oublier qu'avec cet afflux de Talangaï, nous n'avons plus de scanner et la radio fonctionne avec beaucoup de défauts. Donc, il faut voir avec les autorités pour nous renforcer sur le plateau technique afin d'assurer les soins de qualité* », a ajouté le directeur général, recommandant au personnel de se départir de certaines habitudes et de surtout bien recevoir les malades.

A noter que dans le cadre de l'amélioration continue de l'offre et de l'accès aux soins de qualité au Congo, il est fait obligation aux structures sanitaires d'élaborer chaque année un plan de travail annuel budgétisé. Ce document fait l'objet d'une évaluation minutieuse en fin d'année. Il s'agit notamment de faire le point des réalisations et de définir les objectifs pour l'année suivante.

Guillaume Ondze

RECHERCHE

L'Académie nationale des sciences et technologies face à de multiples défis

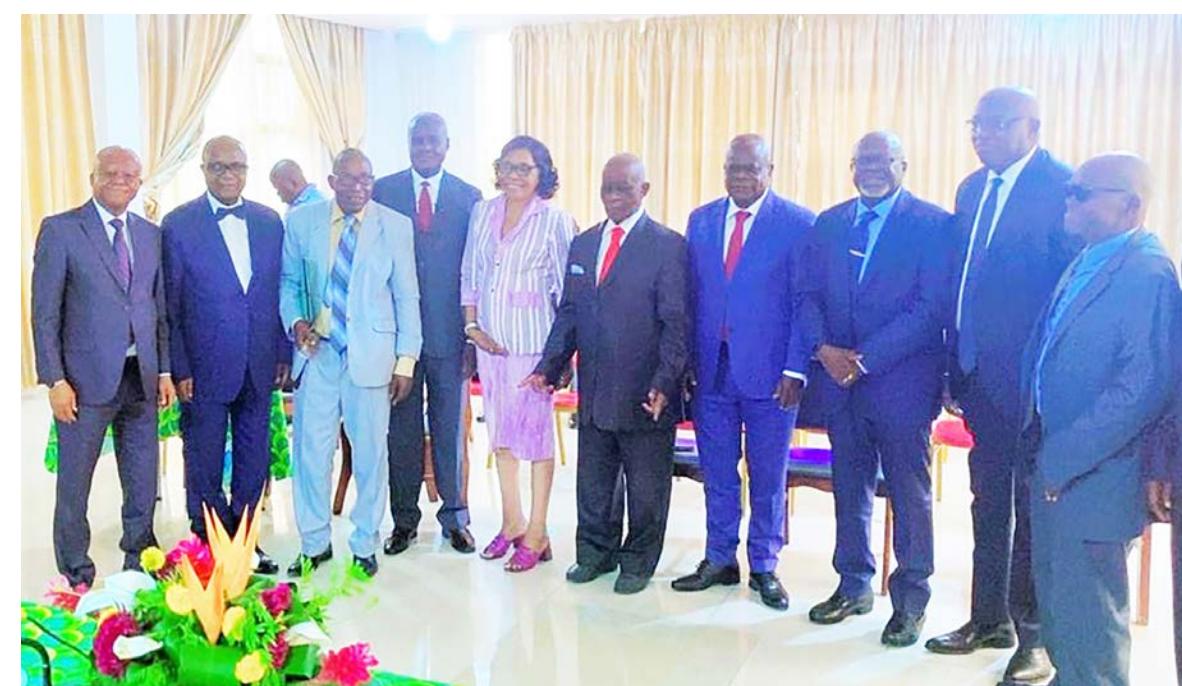
Réunis en assemblée générale ordinaire le 30 janvier à Brazzaville, les membres de l'Académie nationale des sciences et technologies du Congo (ANSTC) ont dressé un constat alarmant de l'état de la recherche scientifique nationale. Le secteur demeure confronté à un déficit de financements, à l'absence de reconnaissance officielle de l'Académie et à une faible mobilisation de la communauté scientifique.

Les assises de l'ANSTC ont réuni les principales figures scientifiques du pays, issues de disciplines variées telles que les sciences fondamentales, l'agriculture, les sciences humaines et sociales, l'environnement, l'ingénierie et l'informatique. Ouvrant l'année académique 2026, le président de l'ANSTC, le Pr Assori Itoua Ngaporo, également délégué général à la Recherche scientifique, a fixé les grandes orientations pour les mois à venir.

Sans détour, le Pr Itoua Ngaporo a pointé plusieurs obstacles majeurs au bon fonctionnement de l'Académie. En première ligne, le manque de moyens financiers. « Sans argent, on ne peut pas gagner une guerre », a-t-il affirmé, soulignant l'insuffisance du budget de l'État consacré

à la recherche scientifique et à l'innovation technologique.

À cette contrainte financière s'ajoute l'absence de reconnaissance officielle de l'Académie par les pouvoirs publics. Crée le 27 décembre 2011, l'ANSTC, forte aujourd'hui de quatorze années d'existence, n'est toujours pas instituée par une loi, ne dispose ni de siège propre ni de subvention de l'État. Toutefois, une note d'espérance a été évoquée avec l'annonce de propositions formulées par le nouveau ministre en charge de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique, en vue de la reconnaissance officielle de l'Académie. Selon son président, l'institution pourrait être associée aux travaux de la commission chargée de l'élaboration du décret portant son or-



ganisation et son fonctionnement.

L'autre difficulté relevée concerne la faible implication de certains scientifiques. Pour le Pr Itoua Ngaporo, une académie de sciences doit être un véritable laboratoire d'idées, fondé sur la rigueur scien-

tifique, la production et la valorisation des connaissances, l'organisation de conférences, de colloques et de débats, ainsi que la promotion de la multidisciplinarité et de l'excellence à travers la distinction des meilleurs chercheurs. Les travaux de l'assemblée

générale ont également été marqués par l'élection d'un nouveau membre titulaire et le renforcement du bureau exécutif. Le Pr Itoua Ngaporo s'est enfin félicité de la participation des membres et du soutien des partenaires de l'Académie.

Fiacre Kombo

COOPÉRATION

Relancer le processus du Maep dans la politique de bonne gouvernance

En marge de son séjour de travail en République du Congo, la directrice générale du secrétariat continental du Mécanismes africain d'évaluation par les pairs (Maep), Marie-Antoinette Rose Quatre, a échangé le 2 février à Brazzaville avec le Premier ministre, chef du gouvernement, Anatole Collinet Makosso. Les deux personnalités se sont accordées pour renforcer le processus du Maep au Congo dans un esprit d'appropriation national sur la base des résultats concrets au bénéfice de la population.

L'objectif principal du séjour au Congo de la directrice générale du secrétariat continental du Maep est pour échanger avec l'ensemble des parties prenantes chargées de promouvoir la vision du Maep, d'apprécier l'état d'avancement du processus et de définir, de manière concertée, les prochaines étapes pour une mise en œuvre effective, inclusive et durable du mécanisme. Cette mission, a déclaré Marie-Antoinette Rose Quatre, revêt une importance particulière en ce qu'elle est la première d'une délégation du Maep au Congo depuis son adhésion à cette institution en 2003. « *Elle marque une étape décisive dans la relance du processus et traduit une volonté politique renouvelée d'inscrire la gouvernance au cœur des priorités nationales* », a-t-elle indiqué.

Selon elle, le Congo qui occupe



Le Premier ministre échangeant avec la directrice générale du Maep/Adiac

une place importante compte tenu de son potentiel et de son rôle stratégique en Afrique centrale disposerait de plu-

sieurs atouts majeurs, notamment d'une stabilité politique reconnue et d'un engagement panafricain constant dans la

sous-région. Des atouts qui le placerait en bonne position pour tirer pleinement partie des opportunités offertes

par la zone de libre échange continental africaine (Zlécaf).

« *Dans ce contexte, le Maep peut accompagner utilement les Etats membres à travers des évaluations ciblées sur la gouvernance économique, la compétitivité des entreprises nationales et la préparation institutionnelle de la Zlécaf* », a rappelé Marie-Antoinette Rose Quatre.

Le Maep, par la voix de sa directrice générale, demeure pleinement engagé à accompagner la République du Congo à chaque étape du processus dans le strict respect du leadership. Elle a rappelé qu'il n'est ni un mécanisme de sanction, ni une évaluation externe, mais un outil africain d'amélioration continue dont la valeur ajoutée réside dans la transformation des évaluations en réformes pour le bien-être de la population.

Jean Pascal Mongo-Slyhm

MINERAIS CRITIQUES

Washington accueille une conférence internationale ce 4 février

Les États-Unis organiseront une réunion ministérielle, le 4 février à Washington, consacrée aux matières premières minérales et métalliques essentielles aux technologies modernes. Plusieurs pays africains producteurs de ressources stratégiques, dont la République démocratique du Congo, le Kenya et la Guinée, sont annoncés parmi les participants.

L'initiative, officialisée le 20 janvier dernier par l'administration américaine, vise à renforcer la coopération avec des partenaires étrangers afin de sécuriser les chaînes d'approvisionnement en ressources stratégiques. Selon un communiqué du département d'État, la rencontre sera présidée par le secrétaire d'État américain, Marco Rubio. Il s'agira de la première réunion ministérielle spécifiquement consacrée aux minéraux critiques essentiels pour plusieurs secteurs clés, notamment les technologies avancées, les télécommunications, les véhicules électriques, l'aéronautique militaire et les industries de défense.

Plusieurs pays africains producteurs de minéraux stratégiques sont attendus à cette réunion. D'après le magazine Jeune Afrique, citant des

sources proches du secteur minier, des responsables politiques et des acteurs majeurs de l'industrie minière participeront aux échanges. Le président de la République démocratique du Congo, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, devrait être présent, accompagné du ministre des Mines, Louis Watum Kabamba, ainsi que du président du Conseil d'administration de la Gécamines, Guy-Robert Lukama.

Dans un message publié sur le réseau social X, le département d'État américain a indiqué que le renforcement des chaînes d'approvisionnement en minéraux critiques avec des partenaires internationaux constitue un enjeu central pour la sécurité économique et nationale des États-Unis, leur leadership technologique

et la transition énergétique. Cette réunion s'inscrit dans une dynamique diplomatique plus large engagée par Washington en direction de l'Afrique. La question des minéraux critiques avait déjà été abordée lors du sommet du G7 du 13 janvier, où la sécurisation de ces ressources figurait parmi les priorités discutées par les puissances industrielles, dont les États-Unis.

Le sujet a été également évoqué quelques jours plus tard, le 17 janvier, lors de l'investiture du président guinéen, Mamadi Doumbouya. À cette occasion, le responsable du bureau Afrique du département d'État américain avait souligné le rôle stratégique de la Guinée et d'autres pays africains dans l'approvisionnement mondial en matières premières critiques.

DIPLOMATIE

L'ambassade du Venezuela au Congo organise une journée mondiale de soutien au couple Maduro

A l'occasion de la « Journée du cinéma vénézuélien », l'ambassade de la République bolivarienne du Venezuela en République du Congo invite le public à participer à la Journée mondiale de solidarité avec le couple présidentiel vénézuélien, Nicolás Maduro et Cilia Flores, à son siège à Brazzaville, le 3 février en matinée.



Un mois après l'enlèvement du président de la République bolivarienne du Venezuela, Nicolás Maduro Moros, ainsi que de la première dame et députée Cilia Flores, et à l'occasion de la « Journée du cinéma vénézuélien », l'ambassade du Venezuela organise la Journée mondiale de solidarité avec le couple présidentiel vénézuélien.

Au cours de cette journée, des enfants et des jeunes congolais vont remettre des lettres, des poèmes, des expressions artistiques et littéraires en signe de soutien et de solidarité avec le président et la première dame. Il est prévu également une projection du film « Nicolás : de Yare à Miraflores » ainsi qu'une réception des expressions artistiques et littéraires.

Bruno Zéphirin Okokana

Fiacre Kombo

AFRIQUE CENTRALE :

La région cherche son déclic éducatif

Longtemps considérée comme le maillon faible des politiques éducatives africaines, l'Afrique centrale est aujourd'hui à un tournant silencieux.

Moins visible que les réformes spectaculaires menées en Afrique de l'Est ou en Afrique du Nord, la transformation est plus lente, plus heurtée, mais bien réelle en Afrique centrale. À l'occasion de la Journée internationale de l'éducation, un constat s'est imposé : l'école change aussi en Afrique centrale, sous la pression des réalités sociales, sécuritaires et démographiques. Dans cette région marquée par une forte croissance démographique, des crises politiques récurrentes et des inégalités territoriales profondes, l'enjeu éducatif est colossal. Le Cameroun, le Congo,

le Gabon, la Centrafrique ou encore la Guinée équatoriale partagent un même paradoxe : des taux de scolarisation primaire globalement élevés, mais une qualité d'apprentissage insuffisante. Selon plusieurs partenaires internationaux, une majorité d'élèves quitte le primaire sans maîtriser les compétences fondamentales en lecture et en mathématiques. Au Cameroun, locomotive démographique et économique de la sous-région, l'école reste un pilier social, mais aussi un révélateur des fractures nationales. Les crises sécuritaires dans l'Extrême-Nord et dans les régions anglophones ont

privé des centaines de milliers d'enfants d'un accès régulier à l'éducation. Pourtant, des réformes sont engagées : refonte des programmes, généralisation progressive de l'approche par compétences, renforcement du préscolaire et expérimentation autour de l'enseignement bilingue ainsi que des langues locales dans les premières années. Dans les zones rurales, les cantines scolaires et les appuis communautaires ont montré leur efficacité pour maintenir les enfants à l'école, en particulier les filles. « Quand l'école nourrit, elle retient », résume un responsable éducatif local. Une logique pragmatique, déjà éprouvée ailleurs sur le continent, qui commence à s'imposer en Afrique centrale.

Le Gabon et le Congo, mieux dotés financièrement, font face à un autre défi : transformer l'investissement public en résultats mesurables. La question n'est plus l'accès, mais la gouvernance des établissements, la formation continue des enseignants et l'adéquation entre l'école et le marché du travail. En Centrafrique, pays meurtri par les conflits, l'école reste un enjeu humanitaire autant qu'un levier de reconstruction nationale, avec une priorité donnée à la réouverture des établissements et à la sécurisation des parcours scolaires. Contrairement à d'autres régions africaines, l'Afrique centrale reste marquée par une gestion très centralisée de l'éducation, laissant peu de marges d'initiatives

aux chefs d'établissement. Or, le rapport Spotlight de l'Unesco le montre clairement : le leadership scolaire, lorsqu'il est renforcé, améliore directement les performances des élèves. C'est l'un des chantiers clés à venir pour la sous-région.

Loin des réformes idéologiques, l'Afrique centrale avance par ajustements successifs, sous contrainte budgétaire et sécuritaire. Mais la dynamique est enclenchée. Dans une région où la jeunesse représente à la fois un défi et une promesse, l'école devient progressivement un enjeu stratégique de stabilité et de développement. La révolution éducative n'y est pas spectaculaire. Elle est patiente, pragmatique - et indispensable.

Noël Ndong

CRISE MONDIALE DE L'AUDITION

Un enjeu stratégique pour l'Afrique et la sécurité sanitaire internationale

À l'horizon 2050, près de 2,5 milliards de personnes pourraient souffrir d'une perte auditive, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Derrière cette projection se cache un enjeu bien plus large, à la croisée de la géopolitique, de la sécurité sanitaire, du développement économique et des relations internationales.

L'Afrique (en particulier des pays comme le Nigeria, le Kenya, la République démocratique du Congo et le Sénégal) se retrouve en première ligne d'une crise silencieuse dont les impacts pourraient durablement fragiliser les trajectoires de développement et la stabilité régionale. Dans un contexte mondial marqué par la compétition pour les ressources, les transitions démographiques et l'intensification des risques sanitaires transnationaux, la déficience auditive ne relève plus uniquement de la santé publique : elle devient un facteur stratégique.

Une menace silencieuse pour le capital humain africain

Aujourd'hui, plus de 430 millions de personnes vivent avec une déficience auditive incapacitante, dont 34 millions d'enfants. Dans les pays africains à revenu faible ou intermédiaire, près de 80 % des personnes concernées n'ont pas accès aux services de réadaptation nécessaires. Cette réalité pèse directement sur le capital humain, pilier central de toute stratégie de développement et de compétitivité économique. La perte auditive non traitée affecte l'éducation, l'employabilité, la

productivité et l'inclusion sociale. À l'échelle macroéconomique, elle se traduit par une diminution de la croissance potentielle, une augmentation des dépenses sociales et une dépendance accrue à l'aide internationale. Pour des États déjà confrontés à des défis sécuritaires, climatiques et démographiques majeurs, cette charge invisible accentue les vulnérabilités structurelles.

Sécurité sanitaire et stabilité régionale

La crise de l'audition s'inscrit pleinement dans le champ de la sécurité sanitaire internationale. Comme l'a démontré la pandémie de covid 19, les failles dans les systèmes de santé ne restent jamais confinées à l'échelle nationale. Le manque de prévention, de dépistage précoce et de soins auditifs contribue à l'exclusion sociale, à la marginalisation des populations entières et, à terme, à des tensions sociales susceptibles d'alimenter l'instabilité. En Afrique, où la jeunesse représente une part déterminante de la population, plus d'un milliard de jeunes dans le monde sont exposés à un risque de déficience auditive évitable lié à des pratiques d'écoute non sécurisées. Ignorer cette réa-

lité, c'est accepter un affaiblissement progressif du potentiel humain africain, avec des répercussions directes sur la sécurité régionale et les dynamiques migratoires.

Un enjeu géoéconomique sous-estimé

Sur le plan géoéconomique, l'inaction face à la déficience auditive représente un coût d'opportunité considérable. L'OMS estime que l'investissement nécessaire pour renforcer les soins auriculaires et auditifs est inférieur à 1,40 dollars américains par personne et par an, avec un retour sur investissement pouvant atteindre 16 dollars pour chaque dollar investi sur une décennie. Ce ratio exceptionnel interpelle les bailleurs internationaux, les banques de développement et les investisseurs à impact. Le marché des aides auditives, des implants cochléaires, des technologies de sous-titrage et des solutions numériques de dépistage constitue également un champ stratégique pour l'innovation, le transfert de technologies et le développement d'industries locales en Afrique.

Coopération internationale et diplomatie de la santé

La réponse à la crise auditive

offre une opportunité de renforcer la diplomatie de la santé ainsi que la coopération Sud Sud et Nord Sud. Programmes de dépistage néonatal et scolaire, formation du personnel de santé, accès aux technologies auditives, promotion de pratiques d'écoute sans risque : autant de leviers qui peuvent structurer des partenariats durables entre États, organisations internationales, organisations non gouvernementales et secteur privé. Pour l'Afrique, l'enjeu est également celui de la souveraineté sanitaire. Développer des capacités locales de prévention et de réadaptation, intégrer la santé auditive dans les stratégies nationales de santé et de développement, et renforcer la collecte de données fiables relèvent d'une logique d'intelligence économique appliquée à la santé.

La santé auditive comme indicateur de développement et de puissance douce

À l'échelle internationale, la capacité d'un État ou d'une région à protéger l'audition de sa population devient un indicateur indirect de gouvernance, d'inclusion sociale et de développement humain. Pour les puissances émergentes et

les partenaires internationaux de l'Afrique, investir dans la santé auditive, c'est renforcer leur influence par une puissance douce fondée sur l'impact social et la prévention des risques. La Journée mondiale de l'audition rappelle chaque année que la perte auditive est en grande partie évitable. Mais au-delà de la sensibilisation, c'est une approche stratégique, intégrée et régionale qui s'impose.

Anticiper pour sécuriser l'avenir

La déficience auditive n'est ni un problème marginal ni une fatalité biologique. En Afrique, elle constitue un révélateur des inégalités d'accès aux soins et un facteur de fragilisation du développement, de la sécurité et de la stabilité régionale. Pour la communauté internationale, agir aujourd'hui sur la santé auditive, c'est investir dans la résilience des sociétés africaines, prévenir des crises futures et consolider une vision globale de la sécurité sanitaire. À l'heure où les enjeux de santé deviennent des enjeux de puissance, la crise mondiale de l'audition mérite pleinement sa place dans l'agenda géopolitique international.

Noël Ndong



**AVIS A MANIFESTATION D'INTERET
(SERVICES DE CONSULTANT - SELECTION DE FIRMES)
N° 001/MEH/PASEL/UGP-SC-2026**

**RECRUTEMENT D'UN CABINET CHARGE DE L'INVENTAIRE PHYSIQUE ET COMPTABLE DES ACTIFS DE LCDE ET
MISE EN PLACE D'UN OUTIL D'AIDE A LEUR GESTION**

PAYS : République du Congo

Nom du projet : Projet d'Amélioration des Services d'Electricité

Prêt BIRD n° : 9686-CG

Intitulé de la mission : Inventaire physique et comptable des actifs de LCDE et mise en place d'un outil d'aide à leur gestion

N° de référence : CG-048-PASEL-SC-25

1. Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un prêt de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) pour couvrir le coût du Projet d'Amélioration des Services d'Electricité et a l'intention d'affecter une partie des ressources accordées au titre de ce prêt pour financer le contrat de services d'un cabinet qui sera chargé de l'inventaire physique et comptable des actifs de LCDE et de la mise en place d'un outil d'aide à leur gestion.

2. Les services de consultant (« les Services ») comprennent entre autres : (i) Réaliser un inventaire exhaustif et géolocalisé des actifs industriels et non industriels ; (ii) Développer l'interface pour géolocaliser les actifs sur le SIG existant ; (iii) Développer un outil d'aide à la gestion des actifs ; (iv) Développer des procédures simples d'utilisation de l'interface du SIG et de l'outil d'aide à la gestion des actifs et accompagner leur application par le personnel ; (vi) Former les agents à l'exploitation des outils développés. La durée estimative de mise en œuvre de la mission est de six (06) mois.

3. Les Termes de Référence (TDR) détaillés de la mission sont disponibles à l'adresse indiquée ci-dessous.

4. Le Projet d'Amélioration des Services d'Electricité invite dès à présent les firmes de consultants admissibles (« Consultants ») à faire part de leur intérêt à fournir les Services. Les Consultants intéressés doivent fournir des informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et l'expérience pertinente pour exécuter les Services. Les critères de sélection de la liste restreinte sont les suivants :

a) Activités principales ou expérience générale du consultant et nombre d'années d'expérience :

- Le cabinet de consultants doit avoir au moins 5 ans d'expérience avérée dans le domaine de la mission et fournir des références vérifiables de Projets similaires achevés avec succès (attestation de bonne fin d'exécution).

b) Expérience spécifique dans les activités d'inventaire physique et comptable des actifs des structures publiques ou privées

- Justifier de la réalisation d'au moins 03 missions similaires incluant au moins deux des tâches suivantes :

o Réaliser un inventaire exhaustif et géolocalisé des actifs industriels et non industriels

o Développer l'interface pour géolocaliser les actifs sur le SIG ;

o Développer un outil d'aide à la gestion des actifs ;

o Développer des procédures simples d'utilisation de l'interface du SIG et de l'outil d'aide à la gestion des actifs et accompagner leur application par le personnel

o Former les agents à l'exploitation des outils développés, comme administrateurs ou utilisateurs.

c) Capacité technique et managériale du consultant

- Disposer d'une équipe pluridisciplinaire qualifiée composée d'au moins six (06) experts-clé ayant au minimum les niveaux de formation, compétence et expérience définis dans les Termes de référence.

5. L'attention des Consultants intéressés est attirée sur la Section III, paragraphes, 3.14, 3.16 et 3.17 du « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs de FPI » de la Banque mondiale, juillet 2016 révisé en novembre 2017, juillet 2018, novembre 2020, septembre 2023 et février 2025 (« Règlement de Passation des Marchés »), qui énonce la politique de la Banque mondiale en matière de conflits d'intérêts. En outre, veuillez-vous reporter aux informations spécifiques suivantes sur les conflits d'intérêts liés à cette mission : Les Consultants ne peuvent être engagés pour des missions qui seraient incompatibles avec leurs obligations présentes ou passées envers d'autres clients, ou qui risqueraient de les mettre dans l'impossibilité de remplir leur mandat au mieux des intérêts de l'Emprunteur.

6. Les Consultants peuvent s'associer à d'autres firmes pour améliorer leurs qualifications, mais ils doivent indiquer clairement si l'association prend la forme d'un groupement et/ou d'une sous-traitance. Dans le cas d'un groupement, tous les membres du groupement d'entreprises seront solidiairement responsables de l'ensemble du contrat, s'ils sont sélectionnés.

7. Un Consultant sera sélectionné selon la méthode SFQC (Sélection Fondée sur la Qualité et le Coût) telle que définie dans le Règlement de Passation des Marchés.

8. Des informations supplémentaires peuvent être obtenues à l'adresse ci-dessous pendant les heures de bureau de lundi à vendredi, de 8h00 à 16h00 heures.

9. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées à l'adresse ci-dessous en quatre exemplaires dont un (01) original et trois (03) copies en plus de la version électronique dans une clé USB, au plus tard le 25 février 2026 à 13H00 (heure locale) à l'adresse mentionnée ci-dessous et porter la mention : « Avis à manifestation d'intérêt n° 001/MEH/PASEL/UGP-SC-2026 relatif au recrutement d'un cabinet chargé de l'inventaire physique et comptable des actifs de LCDE et mise en place d'un outil d'aide à leur gestion ».

Projet d'Amélioration des Services d'Electricité

À l'attention de : Olivier MAZABA NTONDELE, Coordonnateur du PASEL

Adresse : 22 Avenue Albert BASSANDZA

(Non loin de la Clinique COGEMO) /Centre-Ville

Brazzaville-République du Congo

Tél : (+242) 06 653 70 07/05 522 26 77

Courriel : passationdesmarchespasel@gmail.com

Fait à Brazzaville, le

Le Coordonnateur

Olivier MAZABA NTONDELE

FESTIVAL « DAKAR COURT » 2026

Des films africains en compétition

Pour sa neuvième édition dont les inscriptions se fermeront le 24 juillet, le comité d'organisation du festival international du court-métrage « Dakar court » invite les cinéastes africains à soumettre leurs films pour la compétition officielle qui se tiendra du 8 au 12 décembre 2026 à Dakar, au Sénégal.

Des éléments à fournir : le lien du film, une fiche technique du film incluant le synopsis, l'affiche du film, une courte biographie du réalisateur, une photo officielle du réalisateur, une copie de la carte d'identité ou du passeport du réalisateur, les sous-titres en français obligatoires si la langue originale du film n'est pas en français.

Envoyez vos dossiers à : soumissionfilms@festivaldakarcourt.com / contactsdakarcourt@gmail.com. Une fois le film sélectionné, il ne sera pas possible de le retirer.

La compétition est réservée aux

films de fiction africains et de la diaspora. Pour être éligible, le participant ou la participante doit remplir des conditions suivantes : être réalisateur d'origine africaine, afro descendant et/ou des Caraïbes ; être un personnage principal d'origine africaine, afro descendant et/ou des Caraïbes ; avoir une histoire ou un thème ayant un lien avec l'Afrique ; avoir déjà fait une ou plusieurs scènes tournées en Afrique ; avoir un film produit au maximum deux années avant ; le film doit durer au maximum 45 minutes.

Le festival « Dakar court » est co-organisé par l'association Cinemarekk et l'Institut français du Sénégal à Dakar, avec le soutien du ministère des Sports, de la Jeunesse et de la Culture du Sénégal, de la Direction de la cinématographie du Sénégal et l'expertise du festival international du court métrage de Clermont-Ferrand.

Ce festival a pour objectif de soutenir les collectifs et les acteurs œuvrant dans la formation, la professionnalisation et la structuration du paysage du court métrage au Sénégal et en Afrique ; valoriser les métiers du cinéma, la créativité et

le dynamisme de l'écosystème au Sénégal et en Afrique ; sensibiliser et éduquer les jeunes à la création cinématographique ; promouvoir et faire émerger de jeunes auteurs et critiques cinématographiques africains ; faire naître une véritable politique du court métrage en défendant la création, la production et la diffusion sur les chaînes de télévision, les salles de cinéma et les nouveaux médias ; développer l'éducation au cinéma du jeune public en collaboration avec les établissements scolaires...

Rosalie Tsiankolela Bindika

FOOTBALL

L'actualité des transferts des Congolais de la diaspora en Afrique

Tour d'horizon des mouvements des joueurs congolais dans les championnats africains.

Le Maroc a la cote chez les Diables rouges du Congo durant ce mercato : Nolan Mbemba et Déo Gracias Bassinga rejoignent les rivaux de Rabat : le milieu, qui évoluait en Irak depuis août dernier (7 apparitions avec le Newroz SC), rejoint le 4e du championnat marocain. Agé de 30 ans, l'international congolais, passé par Reims, Le Havre et Grenoble, devrait découvrir la Ligue des cham-

pions de la CAF, puisque les FAR, 3e du groupe B, restent course pour une qualification pour la deuxième phase de la compétition.

Ils accueilleront ainsi les Tanzaniens des Young Stars le 7 février lors de la 5e journée de la phase de poules.

La durée de son contrat n'est pas donnée.

En revanche, c'est un contrat de longue durée que Déo Gracias Bassinga a signé le

22 janvier. L'attaquant est ainsi lié jusqu'en 2023 en faveur du FUS de Rabat, 13e de Botola.

L'attaquant international, passé par Diables noirs puis par l'équipe réserve de La Gantoise, évoluait depuis juillet 2024 à Dila Gori. Avec Romaric Etou, il a remporté la Coupe et la Super Coupe de Géorgie.

Sans club depuis son départ de Turquie en mars 2025, Dylan Saint-Louis va tenter de se relancer du côté de Tanger : l'attaquant de 30 ans, arrivé le 23 janvier, était dans le groupe de l'Ittihad, le 30 janvier face au KAC Marrakech, sans entrer en jeu. Du côté de l'Algérie, Wilfried Nkaya pose son sac de sport à Sétif. L'attaquant de l'AS Otohô s'est engagé le 28 janvier pour une durée non communiquée.

LES Sétif est 12e du championnat algérien, derrière le MB Ruisset, nouveau club de Boris Sikoula.

L'attaquant passé par l'AC Léopards, l'AS Otohô et Diables Noirs rejoint deux autres joueurs congolais dans l'effectif du club algérien, Saïkou Djigo et Julio Ngandziami.

Inno Jospin Loemba quitte le Cameroun pour s'engager en



faveur du club tanzanien du SC Simba.

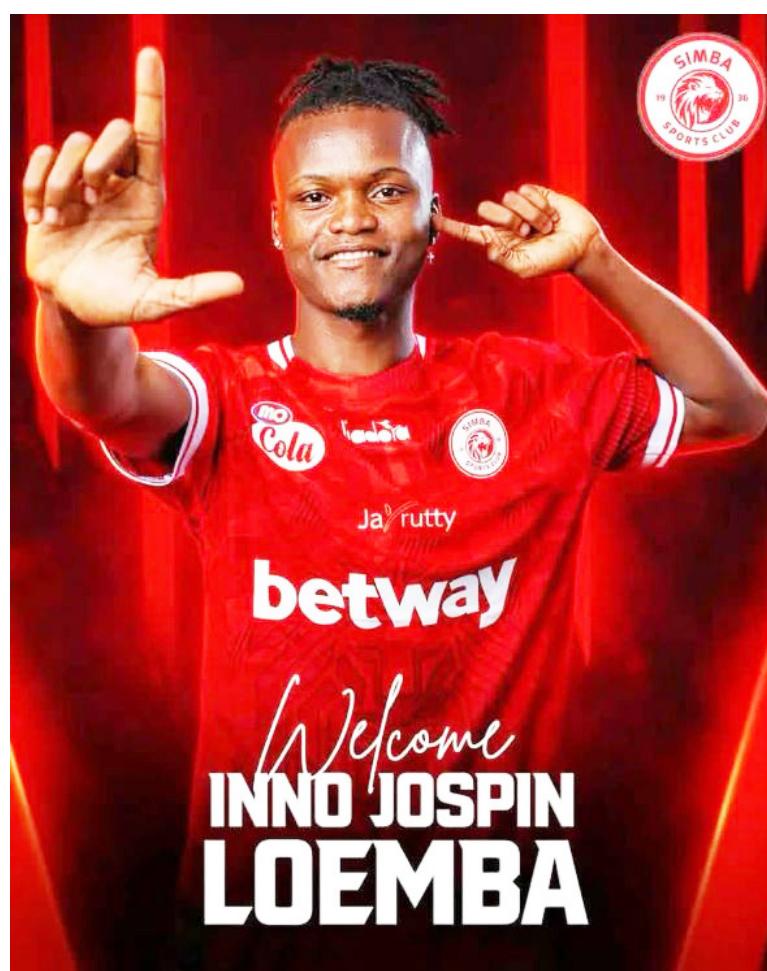
Le milieu offensif a évolué à la JS Talangaï, à l'AS Otohô et Interclub avant de partir au Cameroun en octobre 2024. Il y portait le maillot de Colombe Sportive du Dja et Lobo.

Habitué des tours finaux des coupes africaines de clubs (quart de finaliste de la C1 en 2021, 2023 et 2024, finaliste

de la Coupe de la Confédération 2025), le SC Simba est actuellement dernier du groupe D de la Ligue des champions, avec seulement 1 point.

Après la RDC et le FC Saint-Eloi Lupopo, Harry Ossete va découvrir la Libye. Le milieu international a signé un contrat d'un an en faveur du SC Al Dhara, 6e du championnat libyen.

Camille Delourme



COUPE AFRICAINE DE LA CONFÉDÉRATION

L'AS Otohô a son destin en main

L'Association sportive Otohô a fait le pas le plus important vers la qualification pour les quarts de finale en battant, le 1er février au stade Alphonse -Massamba-Débat, les Tanzaniens de Singida Blacks stars, par un score de 2-1, en match comptant pour la quatrième journée de la phase de poules.

Dos au mur après sa défaite lors de la précédente journée face aux mêmes Tanzaniens, le représentant congolais avait l'obligation du résultat. Une troisième défaite de la compétition ou encore un nul devait compromettre ses chances de qualification.

Depuis le début de la campagne, les matches à domicile lui réussissent parfaitement. Après une première période pauvre en occasions de buts, les Congolais ont saisi leur chance en seconde période devant une équipe privée de son gardien titulaire, Boniphace Metacha, expulsé à la 24e minute pour jeu dangereux sur un joueur de l'AS Otohô.

C'est Exaucé Nzaou sorti du banc qui a débloqué la situation en signant un doublé à la 51e et à la 80e minutes. Il a offert ainsi à son équipe une victoire très capitale. L'AS Otohô redevient, grâce à cette victoire, deuxième au classement avec six points et devance ses poursuivants Stellenbosch et Singula de deux points. Stellenbosch s'est incliné à domicile 0-3 devant CR Belouzdad.



Exaucé Nzaou inscrivant le deuxième but de l'AS Otohô sur cette action/Adiac

La réduction du score par Joseph Guedé Gnado à la 90e minute a été la seule fausse note. Mais qu'à cela ne tienne, le club congolais a son destin en main. Une nouvelle victoire

le 8 février au stade Alphonse-Massamba -Débat devrait suffire pour assurer la qualification pour les matches à élimination directe.

« Nous sommes très optimistes

mais nous n'allons pas nous enflammer pour cette victoire. On doit rester calme et préparer le prochain match dans de bonnes dispositions car on a l'obligation d'aller chercher

cette deuxième place qui nous donnera la qualification. On a toutes les chances », a commenté Sékou Seck, l'entraîneur de l'AS Otohô.

James Golden Eloué

FOOTBALL

La Fécofoot encourage ses arbitres internationaux

Les efforts déployés par la Fédération congolaise de football (Fécofoot) pour assurer à l'arbitrage congolais une meilleure représentativité à l'international donnent les premiers signes de satisfaction.

Le nombre des arbitres congolais Fifa est passé de quinze à seize grâce à l'enregistrement d'une nouvelle promue : Marlène Ominga Ingoba (arbitre assistante). « Je suis très contente parce que ce n'était pas facile. Je remercie le président de la fédération y compris les membres du comité exécutif pour leur confiance », a déclaré la nouvelle promue. Le Congo compte désormais six arbitres centraux et dix assistants.

Jean Guy Blaise Mayolas, président de la Fécofoot, les a félicités et encouragés lors de la cérémonie officielle de remise de badge organisée à leur honneur le 31 janvier au siège de la Fécofoot. Un



Jean Guy Blaise Mayolas et les arbitres Fifa/DR

moment plein d'émotions car c'est pour la première fois que la Fécofoot présente officiellement ses arbitres internationaux.

Le nombre n'est pas trop important mais c'est pour redresser la barre que le pré-

sident de la Fécofoot les a exhortés au travail. « Je demande de beaucoup travailler pour que les efforts que nous sommes en train de déployer pour essayer de rehausser le niveau de l'arbitrage ne soient pas vains », a-t-il souligné.

Le même appel a été réitéré par René Daniel Louzaya, président de la Commission nationale des arbitres. « Nous devons continuer à travailler sur cette lancée pour que, dans les compé-

titions à venir de la Fédération internationale de football association et de la Confédération africaine de football, nous soyons toujours présents », a-t-il déclaré. Jean Guy Blaise Mayolas a profité, par ailleurs, de l'occasion pour adresser ses félicitations aux arbitres congolais qui ont pris part à la 35e édition de la Coupe d'Afrique des nations Maroc 2025. « Dans les rapports qui m'ont été envoyés, je n'ai vu rien de fâcheux dans tous les matches que vous avez faits », a-t-il précisé. L'exhortation au travail pour améliorer le quota des arbitres congolais à l'international a bien sa raison d'être.

J.G.E.

TAEKWONDO

Adel Rihan élu à la tête de la Fédération

Au cours de l'assemblée générale élective de la Fédération congolaise de Taekwondo tenue le 31 janvier à Brazzaville, Adel Rihan a été élu président. Cette discipline sportive retrouve des couleurs après de longues années de disette.

L'élection d'Adel Rihan marque une étape décisive pour le Taekwondo congolais, aujourd'hui nourri par l'ambition d'une meilleure structuration : un bon encadrement des praticiens, une bonne formation des encadreurs et athlètes. La gouvernance renforcée, l'entente harmonieuse des dirigeants sont les gages des lendemains meilleurs dont cet art martial a tant besoin depuis des années.

Ces champs d'action constituent à n'en point douter les principaux défis à relever pour les nouveaux dirigeants de cette Fédération. Adel Rihan est tout sauf un inconnu pour le taekwondo



congolais. Président du Club Cristal Do de Pointe-Noire et manager de l'équipe nationale, Adel Rihan s'est toujours investi pour la promotion et la structuration de la discipline au sein de la ligue départementale de taekwondo de Pointe-Noire et aussi à la Fédération.

Son apport et son appui multiformes à l'endroit des taekwondoïstes ne se démentent plus. Son élection en forme de plébiscite, pour avoir glané 52 voix sur 58 possibles, est le parfait témoignage des taekwondoïstes qui croient en lui pour le nouvel envol de la discipline.

Hervé Brice Mampouya

FOOTBALL

Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora

Angleterre, 24e journée, 1re division

Nottingham concède le nul 1-1 face à Crystal Palace, sans Dilane Bakwa, non retenu. Angleterre, 30e journée, 2e division Arrivé samedi en provenance de Luton, Christ Makosso n'était pas dans le groupe d'Oxford, battu à domicile par Birmingham (0-2). Le défenseur international a été prêté jusqu'en juin au 23e de Championship. Angleterre, 30e journée, 4e division Bromley s'impose à Gillingham (4-1). Titulaire, William Hondermarck a été remplacé à la 64e minute.

Angleterre, match en retard de la 5e journée, Premier League U18

Les U18 de Manchester City disposent de leurs homologues de Newcastle (3-1). Avec Tyrone Samba titulaire et passeur décisif sur le 2e but des Citizens.

Chypre, 20e journée, 1re division

L'AEK Larnaka corrige l'EN Paralimniou 5-0, sans Jérémie Gnali, absent pour le deuxième match de rang.

Pafos chute à Achnos (1-2), sans Mons Bas-souamina, non retenu.

Croatie, 20e journée, 1re division

Rijeka s'incline à Osijek (0-1). Remplaçant face à son ancienne équipe, Merveil Ndockyt est entré à la 65e minute.

Espagne, 22e journée, 3e division, groupe 2 Ibiza bat la réserve de l'Atletico Madrid (2-0). Titulaire, Yann Kembo a été averti à la 64e minute.

Espagne, 21e journée, 4e division, groupe 2 Le Real Union Irun concède le nul face à la réserve d'Alavès (0-0), avec Corentin Loukima titulaire.

Hongrie, 20e journée, 1re division

Sans Senna Miangué, absent de la feuille de match, l'ETO Györ concède le nul 2-2 face à Debrecen.

Depuis son arrivée en Hongrie, le défenseur belgo-congolais n'a joué que deux matches

de championnat, dont une seule titularisation (92 minutes au total).

Israël, 21e journée, 1re division Troisième match sans Fernand Mayembo pour l'Hapoel Tel Aviv, vainqueur du Maccabi Netanya (2-0). Le promu est 3e avec 38 points.

Sakhniu partage les points avec l'Hapoel Jérusalem (0-0), sans Glid Otanga ni Durel Avounou.

Italie, 23e journée, 1re division Cremonese s'incline face à l'Inter (0-2), sans Warren Bondo, blessé.

Le Torino bat Lecce 1-0, sans Niels Nkounkou, malade.

Italie, 24e journée, 3e division, groupe C La réserve de l'Atalanta Bergame chute à domicile face à Benevento (3-4). Titulaire, Digne Pounga a joué toute la rencontre.

Malte, 3e journée du tournoi de clôture, 1re division

Marsaxlokk prend les trois points à Birkirkara (1-0) sans Chritoffer Mafoumbi, à l'infirmerie, ni Juvhel Tsoumou, absent pour le second match de rang.

Marsaxlokk se replace dans la course au Top 6.

Pays-Bas, 31e journée, 1re division Nimègue l'emporte à Alkmaar (3-1). Remplaçant, Brayann Pereira est entré à la 75e minute.

Pays-Bas, 25e journée, 2e division

Den Bosch peine face à Emen (1-1). Titulaire, Kévin Monziale n'a pas marqué mais est impliqué sur l'égalisation de van Leeuwen à la 88e minute.

Allemagne, 20e journée, 1re division

Augsbourg bat Sankt-Pauli 2-1, avec Han Noah Massengo titulaire et performant au milieu. Chrislain MatSIMA est toujours à l'infirmerie où il soigne une lésion musculaire.

Allemagne, 20e journée, 2e division Nuremberg concède le nul 1-1 face à Müns-



Première passe décisive de la saison pour Antoine Makoumbou/DR

ter.

Arrivé cette semaine, Rabby Nzingoula est entré à la 72e minute tandis que Noah Le Bret Maboulou est resté sur le banc.

Azerbaïdjan, 18e journée, 1re division

Le triplé de Domi Massoumou permet à Qabala de battre Imisli 3-2. A la 27e minute, sur un centre venu de la gauche, l'attaquant congolais bénéficie d'un contre favorable et place une demi-volée dont le rebond trompe le gardien adverse (1-1).

Proche du doublé à la 44e minute, il y parvient à la 45e+1 minute d'une belle reprise du droit à la réception d'un long centre d'Ownusu (2-1).

Alors que les visiteurs étaient revenus à 2-2, Massoumou donne la victoire à son équipe de gauche (3-2, 87e min).

Remplacé à la 90e minute, il totalise désor-

mais six buts en dix-huit matches de championnat.

Sumqayit l'emporte 2-0 à Karvan. Titulaire, Simon Nsana récupère un ballon dans l'entrejeu et lance le contre du 1-0 inscrit par Jankovic.

Remplacé à la pause, alors que le score était acquis.

Belgique, 23e journée, 1re division Sans Alexis Beka Beka, absent du groupe, le RAAL La Louvière partage les points avec La Gantoise (1-1).

Suisse, 22e journée, 1re division Thoune l'emporte 2-1 à Bâle, sans Christopher Ibayi, blessé.

Score fleuve entre le Servette et Sion (3-3). Bradley Mazikou, averti dès la 5e minute, a délivré une passe décisive pour Jallow sur le 3e but de son équipe (3-2, 86e min) : lancé dans la profondeur, il centre en bout de course pour le Gambien.

Lausanne s'incline à Winterthour (1-2). Remplaçant, Morgan Poaty est entré à la pause, alors que les locaux menaient 0-1. Kévin Mouanga, lui, a joué toute la rencontre axe droit.

Turquie, 20e journée, 1re division Samsunspor s'impose 1-0 à Kasimpasa. Titulaire, Antoine Makoumbou délivre, d'un centre travaillé, le but de la victoire à Assoumou à la 90e+2 minutes. Sa première assistance de la saison.

Sans Yhoan Andzouana, blessé à la cheville, Konyaspor s'incline sur le terrain de Besiktas (1-2).

Défaite également pour Alanyaspor et Gaius Makouta face à Eyupspor (1-3). Le milieu international a joué toute la rencontre.

Turquie, 23e journée, 2e division L'Ensele Erokspor prend les trois points face à Umraniyespor (1-0), avec Francis Nzaba titulaire dans l'axe de la défense.

Camille Delourme

PROJET LITUKA

Plusieurs ménages reçoivent des denrées alimentaires

La cérémonie de remise des lots aux gagnants de la tombola « Bouka mpiaka », une initiative du programme « Lituka » dans le cadre de la promotion des foyers améliorés « Congo mboté » organisé à Pointe-Noire, du 22 décembre 2025 au 31 janvier dernier, a eu lieu en présence de Léandre Loemba, attaché socio culturel du maire de l'arrondissement 2, Mvou Mvou, et de plusieurs invités.

Porté par le ministère de l'Economie forestière et mis en œuvre par l'organisation non gouvernementale Initiative développement (ID), avec l'appui financier de l'Initiative pour les forêts d'Afrique centrale, le projet « Lituka » vise à structurer une filière locale de production, de distribution et d'adoption des foyers améliorés dans les villes de Pointe-Noire et Brazzaville. Ces foyers permettront une réduction significative de la consommation du bois-énergie, contribuant ainsi à la lutte contre la déforestation tout en améliorant la qualité de de vie de ménages.

« Au Congo, la plupart des familles utilisent encore le charbon et le bois pour cuisiner. Cela a un impact important sur le budget des ménages mais aussi sur nos ressources forestières. Le projet « Lituka » a été mis en place pour proposer une solution simple et concrète par l'adoption des foyers améliorés « Congo mboté », créant ainsi les conditions d'un changement durable des pratiques de cuisson de ménages au service de la préservation des écosystèmes. Ces foyers sont



Les gagnants des gros lots de la tombola « Bouka mpiaka »/Adiac

fabriqués localement par des artisans congolais. Ils permettent de consommer jusqu'à 50 % en moins de bois ou de charbon tout en cuisinant plus facilement et plus proprement », a dit Andrea

Moy, assistante responsable du projet « Lituka ». « A travers des actions comme la tombola « Bouka mpiaka » na Congo nboté, le projet souhaite remercier ou encourager les clients qui ont

fait le choix de « Congo mboté » et valoriser leur engagement pour une cuisson plus économique et plus respectueuse de l'environnement », a-t-elle ajouté.

Effectué publiquement sous l'œil

vigilant d'une commission de tirage, le tirage de la tombola a fait des heureux, récompensés pour avoir acheté les foyers améliorés auprès des points de vente agréés installés dans près de dix quartiers de la ville. Trois personnes ont reçu les gros lots évalués à un montant de 100 000 FCFA, composés essentiellement d'un sac de 25 Kilos de riz, des cartons de poisson salé, des filets d'ognon, des marmites, de l'huile... Dix autres personnes ont gagné des lots intermédiaires composés d'une poêle, d'un sac de riz de 5 Kilos, d'une bouteille d'huile, du poisson salé, des boîtes de tomate... Chaque lot a une valeur de 25 000 FCFA. Tous les participants à la tombola présents à la cérémonie et dont les tickets n'ont pas été tirés ont reçu des lots de consolation. La dégustation, les animations diverses et la démonstration culinaire ont mis fin à l'activité.

Signalons que la cérémonie de clôture de la tombola « Bouka mpiaka » a également eu lieu à Brazzaville, ponctuée par la distribution de nombreux lots aux gagnants.

Hervé Brice Mampouya



MINISTÈRE DE L'ECONOMIE, DU PLAN
ET DE L'INTEGRATION REGIONALE

PROJET REGIONAL D'AMELIORATION DES CORRIDORS DE TRANSPORT ROUTIER
ET FLUVIAL EN AFRIQUE CENTRALE (PRACAC)- AGENCE FIDUCIAIRE

Du PROJET DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE URBAINE
(PRRU)



AVIS RECTIFICATIF – Publication : 30 janvier 2026

Dans le cadre de l'Appel à candidature n°001/MATGT/2026/UGP-PRRU relatif au recrutement d'un Spécialiste en Sauvegardes Environnementales pour le Projet de Renforcement de la Résilience Urbaine (PRRU), il est porté à la connaissance du public que :

La mention ci-après, figurant dans le NB au point IV Qualifications requises de la précédente publication (les Dépêches de Brazzaville n°5158 du 30 janvier 2026), ne doit pas être prise en considération :

« Les candidatures émanant de personnes ayant exercé au sein d'une unité de gestion d'un projet financé par la Banque mondiale et frappé de dépenses inéligibles, seront désavantagées. »

Toutes les autres conditions de l'appel à candidature demeurent inchangées.



HYDROCARBURES**Les acteurs plaident pour un renforcement de la gouvernance du secteur**

Plus de six cents acteurs publics et privés se sont réunis, le 31 janvier à Pointe-Noire, pour échanger autour des enjeux, des défis réglementaires et des perspectives du secteur pétrolier et gazier. Ces assises ont confirmé l'importance du dialogue entre décideurs publics, entreprises, experts et acteurs locaux dans la transformation et la gouvernance du secteur énergétique.

Initié par Afrikan Campus Academy, le séminaire de haut niveau consacré aux enjeux, aux défis réglementaires et aux perspectives du secteur pétrolier et gazier a réuni des représentants des administrations publiques, des entreprises privées, ainsi que des milieux académiques et des experts venus du Congo et de l'international. De la fiscalité et de la comptabilité pétrolières et gazières aux thématiques liées aux contrats pétroliers, au contenu local et à la transition énergétique, l'ensemble des problématiques clés du secteur a été abordé par les participants.

Selon le directeur général d'Afrikan Campus Academy, Yvon Boudoumbou, l'enjeu central de ces panels réside dans la construction de la confiance. La comptabilité et la fiscalité constituent, selon l'organisateur de ces assises,



Des acteurs clés du secteur pétrolier et gazier DR

le socle de cette confiance, indispensable pour accroître la valeur ajoutée nationale et faire de l'audit un véritable levier d'amélioration de la performance, au-delà de sa fonction de contrôle. À travers ce séminaire, Afrikan

Campus Academy, présent en France et en Afrique, entend s'imposer comme un catalyseur de compétences et de réflexions stratégiques au service du développement économique africain.

Sponsor officiel de l'événe-

ment, la Société nationale des pétroles du Congo (SNPC) a réaffirmé son engagement en faveur d'un secteur énergétique performant, attractif et durable. Son directeur général, Maixent Raoul Ominga, a décliné les grandes orientations

Fiacre Kombo

NÉCROLOGIE

Prof Diafouka François RIP (1955-2026)
Messe 31 janvier à 12, Cathédrale
Inhumation le même jour à Montpellier

Le Directeur de l'administration et des ressources humaines a la profonde douleur d'informer l'ensemble du personnel de la Présidence de la République du décès de Mr. André-Georges Sassé, chargé des missions du président de la République, décès survenu le dimanche 25 janvier 2026 à Paris (France).
La veillée mortuaire se tient à Manianga (après le viaduc).
Le Directeur de l'administration et des ressources humaines présente ses condoléances les plus attristées à la famille éplorée

**CHANGEMENT DE NOM**

On m'appelle Monieke Ikobo Marie Ange.
Je désire désormais être appelée Monieke Marie Ange
Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra faire opposition dans un délai de trois (03) mois.

CONGO-SÉNÉGAL

Brazzaville et Dakar veulent renforcer la coopération dans les domaines du pétrole et du gaz

Au terme de son séjour de 48 heures à Brazzaville, le président sénégalais, Bassirou Diomaye Faye, et son homologue congolais, Denis Sassou N'Gesso, ont exprimé, au cours d'une conférence de presse conjointe, la nécessité d'approfondir leur coopération dans les domaines pétrolier et gazier.

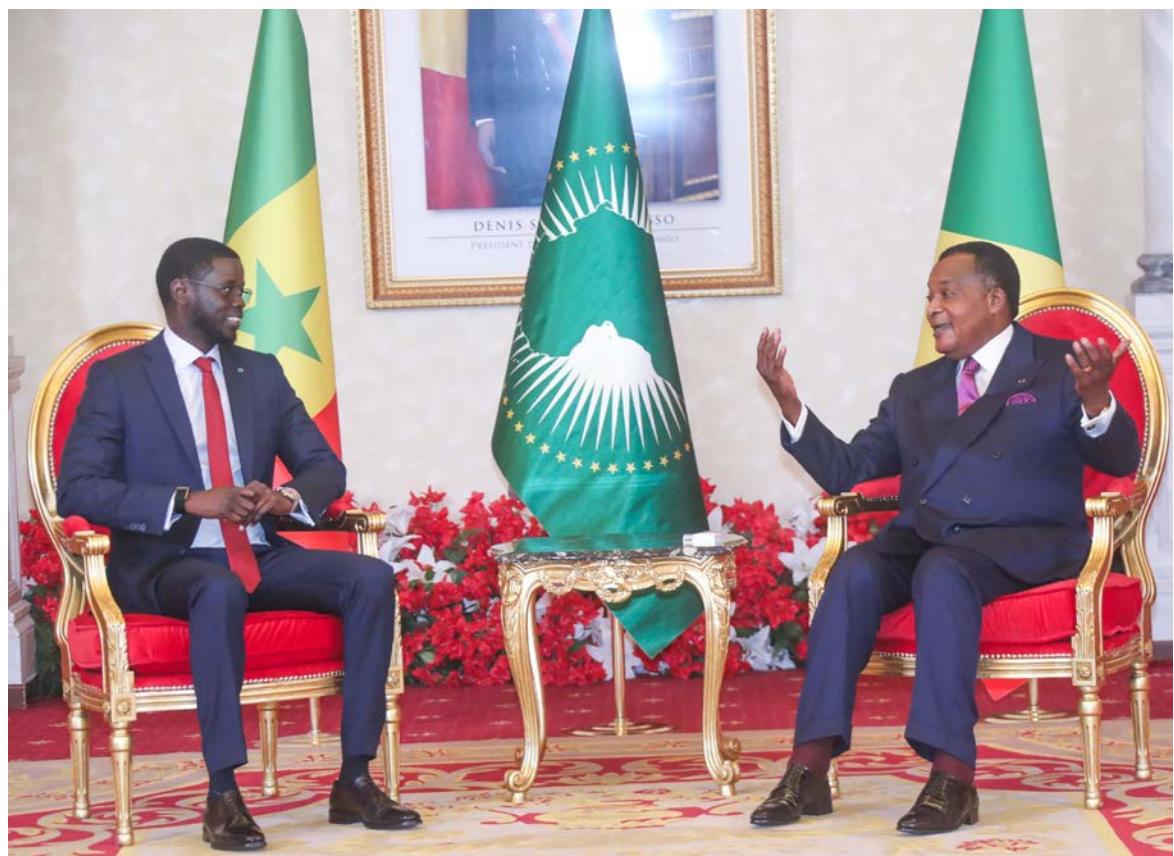
« Le Sénégal a découvert récemment du pétrole et du gaz dont l'exploitation a commencé l'année dernière, ce que le Congo fait depuis des décennies. Nous avons donc là une coopération à exploiter pour apprendre de la longue expérience congolaise dans la gestion du pétrole et du gaz (...) », a indiqué le chef de l'Etat sénégalais qui a regretté le fait que les relations commerciales entre Dakar et Brazzaville ne soient pas au diapason de la convivialité entre les deux peuples. « Nous pouvons faire beaucoup plus », a-t-il exhorté.

Selon lui, la coopération dans

le secteur pétrolier va permettre de donner au Congo d'autres débouchées pour l'exportation de son gaz, et au Sénégal d'avoir les sources d'approvisionnement beaucoup plus sûres à des prix compétitifs.

Pour sa part, rappelant que la formation des cadres et des jeunes constitue l'avenir du continent africain, le président congolais reconnaissant la qualité des établissements d'enseignement supérieur dont regorge le Sénégal a exprimé l'intérêt de renforcer les liens entre les deux pays dans le domaine de l'éducation.

Dans la capitale congolaise,



Le tête à tête entre les présidents Denis Sassou N'Gesso et Bassirou Diomaye Faye

le président Bassirou Diomaye Faye a visité le Mémorial Pierre-Savorgnan-De-Brazza, lieu de culture et de mémoire qui retrace la pénétration française

au Congo. On y trouve à l'intérieur de ce mémorial les tombes des restes mortels de l'explorateur franco-italien et de quelques membres de sa famille, mais aussi l'effigie

La Rédaction

PRODUCTION AGRICOLE

La Grande foire agricole du Congo s'ouvre le 5 février à Ignié

Le chef de l'Etat, Denis Sassou N'Gesso, procédera, le 5 février, dans un village du district d'Ignié, département du Djoué-Léfini, à l'inauguration de la Grande foire agricole du Congo (GFAC). Le projet vise à valoriser la chaîne de valeur afin d'accroître la production locale.

La GFAC se tient sur instructions personnelles du président de la République. Denis Sassou N'Gesso avait annoncé le projet en mars 2025, lors de sa visite de travail dans le département de la Bouenza. L'évènement qui s'annonce grandiose réunira les producteurs agricoles qui viendront de tous les départements du Congo. A cette occasion, les acteurs agricoles vont exposer leurs productions sous forme d'émission interdépartementale. « J'ai lancé hier le mot d'ordre de l'émission interdépartementale. Je serai très heureux de vivre cet évènement qui réunira, dans une saine émission, tous les départements. Dans les stands, il y aura de tout : le manioc, le safou, le poisson, le poulet, les crocodiles, les bœufs, les moutons, bref. », soulignait Denis Sassou N'Gesso lors de son séjour dans le département de la



Un champ de manioc dans une ZAP/Adiac

Bouenza.

La GFAC vise cinq objectifs stratégiques. Il s'agit de promouvoir la production locale et le savoir-faire national, en mettant en avant les produits locaux et les compétences congolaises auprès du public. Il est aussi question de développer les opportunités commerciales et les partenariats ; encourager l'innovation technologique et les pratiques modernes ; former les acteurs, proposer les formations et accroître le rayonnement de l'agriculture congolaise. Le plus grand enjeu de la GFAC est surtout de stimuler la production agricole au Congo afin de garantir l'atteinte de la souveraineté alimentaire, dans le but de réduire les importations chiffrées en milliards par année. La première foire agricole du Congo fermera ses portes le 15 février prochain.

Firmin Oye